Entretien avec Axel Honneth

Mathilde Lerenard

Traducteur : Tristan Coignard et Mathilde Lerenard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/essais/5462>

DOI : 10.4000/essais.5462

ISSN : 2276-0970

Éditeur

École doctorale Montaigne Humanités

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 194-200

ISBN : 978-2-9544269-7-6

ISSN : 2417-4211

Référence électronique

Mathilde Lerenard, « Entretien avec Axel Honneth », *Essais* [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 28 octobre 2020, consulté le 01 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/essais/5462> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/essais.5462>

Entretien avec Axel Honneth

Mathilde Lerenard

Axel Honneth, né à Essen en 1949, est un philosophe allemand, chef de file mondialement connu de la philosophie sociale et de l'École de Francfort. Rendu célèbre par sa théorie de la lutte pour la reconnaissance, il a consacré ses travaux ultérieurs à la notion de justice et au problème de la compatibilité entre capitalisme et démocratie. Axel Honneth est professeur à l'Université Goethe de Francfort et à l'Université Columbia de New York. L'entretien qui suit fut mené le 6 février 2014, date à laquelle l'Université Bordeaux Montaigne a décerné le titre de Docteur Honoris Causa à Axel Honneth.

Mathilde Lerenard : Quel est d'après vous l'avenir de la Théorie critique ? Quels sont les défis qui attendent l'École de Francfort ?

Les défis à relever sont nombreux, et nous avons abordé certains d'entre eux lors du colloque qui vient de se terminer¹. Ceux qui me viennent immédiatement à l'esprit touchent des domaines de recherche actuels de l'Institut de recherche en sciences sociales (*Institut für Sozialforschung*). Il s'agit d'une part du défi que l'on pourrait appeler « la mise en danger de la démocratie par le capitalisme néolibéral ». C'est un défi qui concerne tous les États européens, mais pas seulement. La politique devient de plus en plus dépendante du capital financier et du marché des finances qui deviennent toujours plus indépendants. Cela constitue un défi majeur, me semble-t-il. Nous devons de nouveau analyser dans quelle mesure la démocratie peut résister aux menaces d'un capital financier devenu autonome.

L'autre défi majeur, qui est plus ancien, est de trouver les nouvelles ressources de solidarité – solidarité qui ne peut plus aujourd'hui puiser dans les sources qui apparaissaient évidentes il y a une cinquantaine d'années, telles que les nations

1 Les 4, 5 et 6 février 2014, un colloque dédié à l'œuvre du philosophe de l'École de Francfort (« Capitalisme et démocratie. Autour de l'œuvre d'Axel Honneth ») a été organisé à l'Université Bordeaux Montaigne, en présence d'Axel Honneth.

ou les grandes formations du mouvement ouvrier ; il s'agissait de sources de solidarité qui, pendant cent ou cent cinquante ans, ont fait en sorte que les citoyennes et citoyens développent un comportement solidaire. Ces sources sont désormais taries – et nous pourrions peut-être ajouter qu'une de ces sources est, heureusement, tarie, je veux parler du national-socialisme. Mais nous sommes encore loin de voir clairement quelles autres sources nous pourrions exploiter – bien qu'exploiter ne soit pas un terme tout à fait approprié, car nous ne sommes pas en mesure de décider de quelles sources nous pouvons nous servir : ces sources voient le jour ou non. Nous ne pouvons pas créer artificiellement ces sources, elles apparaissent d'elles-mêmes au cours du processus historique, elles naissent de conflits, de bouleversements, de processus d'apprentissage. Il me semble qu'une seconde question décisive se pose aujourd'hui. Et cette question est d'autant plus importante et décisive que la pluralité et l'hétérogénéité s'affirment dans notre société. Les sources de solidarité que nous pouvons espérer à l'avenir doivent être de telle sorte qu'elles permettent aux cultures hétérogènes qui existent désormais dans nos sociétés de s'exprimer. Et on est actuellement incapable ou presque de se représenter à quoi pourraient ressembler ces nouvelles formes de solidarité, qui sont en même temps une condition nécessaire à l'existence d'une démocratie vivante et forte. La démocratie dépend de citoyens qui se considèrent comme solidaires et qui conçoivent qu'ils ont suffisamment de points communs pour identifier les mêmes problèmes au sein de l'espace public démocratique et de la politique démocratique.

Je dirais que ces deux problèmes – les sources de la solidarité nécessaire à l'action démocratique et le défi face auquel se trouve la démocratie du fait du capitalisme néolibéral – sont les deux grands problèmes sur lesquels la Théorie critique doit se pencher et travailler. Il existe d'autres problèmes qui y sont peut-être liés : la grande importance qu'ont prise les nouveaux médias dans le domaine de la communication, comme Internet, non seulement pour la communication privée, mais aussi pour la communication politique, et la question de savoir quelles transformations structurelles connaît la sphère publique du fait de cette nouvelle étape de la communication électronique. Voilà quel serait le troisième défi à relever. On peut même dire que la Théorie critique s'est toujours en partie définie par le moyen de communication qui était alors au centre de l'intérêt public. Si on considère l'École de Francfort à ses débuts, ce furent d'abord la radio et le cinéma qui constituaient le centre d'attention des études culturelles. Walter Benjamin a beaucoup travaillé sur la radio, Kracauer s'est penché sur le cinéma, plus tard sur la télévision, et après la Seconde Guerre mondiale, Adorno a fait de nombreuses études sur la télévision. Aujourd'hui, nous avons franchi un seuil nouveau, celui à partir duquel la communication sociale privée comme publique va connaître, à travers ce nouveau moyen de communication que représente l'internet, une métamorphose fulgurante. Et nous ne pouvons pas même en prédire les conséquences. Nous ne sommes qu'aux balbutiements de cette transformation des structures.

M. L. : Vous dites que la reconnaissance est nécessaire afin que l'homme puisse participer à la sphère publique, à la formation politique d'une société, sans peur, sans douleur et sans contrainte. Comment évaluez-vous la place des jeunes générations dans la société actuelle ? Souffrent-elles d'un manque de reconnaissance ?

Il s'agit là d'une question très difficile. J'ai voulu lancer une étude à l'Institut de recherche en sciences sociales (*Institut für Sozialforschung*), une enquête empirique sur les nouvelles formes qu'adoptait la jeunesse, mais elle n'a malheureusement pas vu le jour. D'après moi, nous savons peu de choses sur les jeunes générations. Même lorsqu'on est soi-même jeune, on connaît très peu les nouveaux modèles qui caractérisent la jeunesse. On peut très bien représenter un cas exceptionnel et n'avoir aucune idée de ce qui caractérise la majorité des jeunes. Le peu d'éléments objectifs qui semble exister est le fait qu'à cause de la précarisation, les perspectives économiques sont plus difficiles que celles des générations précédentes. Globalement, la situation des jeunes se caractérise par la contrainte de planifier sa vie et de développer une mentalité de gain habile. Ils sont contraints de faire plus de compromis, de se faire d'avance à l'idée qu'ils n'exerceront pas toute leur vie une activité professionnelle au même endroit, on exige d'eux une mobilité accrue. Ils sont contraints d'anticiper une vie mobile, ou du moins, une vie qui demande une mobilité relativement importante. La perspective qui existait auparavant – il y a trente ou cinquante ans – de pouvoir dépasser le niveau de vie de ses parents, ou au moins de le conserver, a disparu. Et il s'agit là d'un bouleversement dramatique dans les sociétés occidentales. Il y a encore quarante ou cinquante ans, on pouvait être certain, en tant que jeune, de pouvoir au moins conserver le niveau de vie de ses propres parents. Si cette perspective disparaît, – et donc si l'on doit accepter d'emblée la possibilité de mener une vie mobile et de connaître une baisse du niveau de vie sociale et économique –, elle ne peut qu'avoir une grande influence sur la mentalité des jeunes générations actuelles. Je ne sais pas si on l'étudie, on ne sait que peu de chose à ce sujet. Elle contraint en tout cas à se former à une élasticité et flexibilité économique et sociale.

Le reste est moins connu et nécessite des recherches : je crois que la crise d'adolescence s'est atténuée en comparaison aux décennies passées. L'époque où la crise d'adolescence allait de pair avec des conflits violents avec les parents semble révolue. Cela a évolué du fait de modes d'éducation différents, plus démocratiques, de la part des parents. L'éducation a suivi la voie d'une atténuation de l'autorité et d'une démocratisation. La phase de séparation avec les parents est devenue de ce fait plus pacifique, plus harmonieuse qu'auparavant. On quitte le foyer parental de manière plus harmonieuse que dans le passé, que dans les années 1960. Il me semble que les jeunes générations restent plus longtemps dans le foyer familial, non seulement parce que la séparation est moins conflictuelle, mais aussi pour des contraintes économiques. Et cela est nouveau, me semble-t-il.

Il m'est aussi difficile de cerner le comportement relationnel des jeunes d'aujourd'hui – même celui de mon propre fils ! Il m'est incompréhensible. Ce que j'ignore – et je ne sais pas si les sociologues et les chercheurs en sciences sociales le savent – ce sont les conséquences sur le long terme de la révolution sexuelle sur les jeunes générations qui ont développé de nouveaux modes de relations entre les deux sexes. Cela me semble largement inconnu et très peu étudié. J'ai l'impression qu'elles ont développé des formes de relations amicales qui n'étaient pas possibles par le passé, qu'il existe de nouveaux modèles de vivre-ensemble entre les deux sexes jusqu'ici inexistants dans l'histoire : des liens amicaux entre filles et garçons qui n'ont pas nécessairement un caractère sexuel par exemple. En Allemagne, certains défendent la thèse d'une déssexualisation des rapports entre les sexes durant la phase de jeunesse, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, qui serait un des impacts possibles de la révolution sexuelle sur l'hypersexualisation de notre société. Mais cela touche à des domaines que je ne connais pas. Mon fils a dix-neuf ans et je n'ai pas la moindre idée de ce qui se joue dans sa tête. Et s'il est représentatif des jeunes, alors les difficultés commencent déjà... De nombreuses transformations traversent actuellement la jeunesse et celles-ci sont intéressantes et méritent de faire l'objet de recherches.

M. L. : Quel rôle l'éducation scolaire et universitaire doit-elle ou peut-elle jouer selon vous pour façonner et faire fonctionner l'espace démocratique ?

Un rôle très important. Je pense que le rôle de l'école, mais aussi de l'université pour la démocratie est largement sous-estimé, que nous avons perdu confiance dans l'éducation à la démocratie par l'école. Pour plusieurs raisons j'ai essayé d'en présenter certaines dans la conférence au TNBA (Théâtre National de Bordeaux en Aquitaine)². De manière générale, nous consacrons selon moi trop peu d'attention à l'école – que ce soit en tant que chercheurs ou en tant que citoyennes et citoyens de régimes démocratiques –, probablement par résignation, parce qu'en Allemagne du moins, aux États-Unis également – je présume que cela vaut pour beaucoup de pays –, les écoles sont très largement sous-dotées du point de vue financier et parce que nous avons abandonné l'espoir de voir les écoles donner encore une fois une impulsion effective et contribuer ainsi à une revitalisation de la démocratie. Je pense que c'est une grande erreur.

Le discours qui est cultivé en Europe et dans lequel se complaisent différents hommes politiques n'est pas celui qui porte sur la mission éducative des écoles et sur la signification de l'éducation pour l'avenir, mais celui qui promeut la formation en vue d'une qualification pour le marché du travail. Je considère que c'est un choix fatal, que nous ne reconnaissons plus vraiment ni n'estimons à sa juste valeur le rôle de l'institution scolaire pour l'éducation à la démocratie et que nous devons entreprendre de grands efforts d'imagination pour concevoir des dispositifs institutionnels qui permettraient aux écoles de retrouver ce rôle.

2 Axel Honneth, *Éducation et sphère publique. Un chapitre négligé de la philosophie politique*, conférence tenue au sein du TNBA (Théâtre National de Bordeaux en Aquitaine) le 4 février 2014.

M. L. : Le capitalisme exige une flexibilisation du travail, mobilité, rentabilité et performance, l'homme devient de plus en plus un homme économique qui doit se plier aux exigences du marché. Et pourtant, le capitalisme promet liberté individuelle et épanouissement personnel. Comment comprendre ce paradoxe ?

J'ai abandonné l'habitude de parler du capitalisme au singulier. Je pense que le capitalisme a traversé ses formes les plus diverses, des formes qui ont souvent été le résultat de conflits politiques et de luttes. Pour le moment, je préférerais parler d'un capitalisme politique institutionnel et examiner le capitalisme dans ses différentes formes et ses effets. Ce que le marché capitaliste promet, c'est une certaine forme de liberté, à savoir la liberté de choisir, aussi bien pour ses propres activités que pour la consommation. Le marché capitaliste ne promet pas toutes les libertés et ne veut pas non plus les promettre : il ne promet pas de liberté politique, mais certaines libertés économiques, et à cet égard en particulier la liberté de choisir son activité professionnelle, à la différence du féodalisme, où l'activité dépendait de celle des parents. Il s'agissait de contraintes. Le capitalisme promet au contraire, à travers le marché libre du travail, le libre choix de l'activité et, en comparaison avec des sociétés antérieures, un accroissement très important des possibilités de consommation. Liberté de la consommation et liberté de choisir son activité : le capitalisme n'a en effet pas réussi à réaliser ces deux aspects. Cependant, il est toujours tenu de réaliser cette exigence, nous devrions la prendre au sérieux et lutter, en tant que consommateur et en tant que producteur, pour la réalisation de ces libertés. Bien sûr, il faut lutter pour que la liberté d'exercer l'activité de son choix soit réelle, et cela veut dire qu'il faut créer les conditions sociales grâce auxquelles chacun a la chance de trouver une activité qui correspond à ses propres prédispositions et à son talent. C'est une conception radicale de l'égalité des chances.

Et ce type d'égalité des chances nécessite avant tout des systèmes de formation qui donnent à peu près à chacun la même chance d'avoir accès au marché du travail mais qui fournissent aussi une offre diversifiée de possibilités d'emplois pour que chacun ait une chance réelle de réaliser son talent sur le marché du travail. Nous sommes bien loin de cette situation. Et pour le consommateur, cela signifie en premier lieu qu'il peut décider des biens qui seront produits. En tant que consommateurs, nous n'avons pas du tout cette liberté. Nous subissons en quelque sorte la régulation et l'orientation du marché et sommes en outre très fortement influencés par le secteur de la publicité. Nous ne disposons ni de l'information ni de la liberté de délibération nécessaires pour prendre nos propres décisions. Dans ces deux cas, le capitalisme tel qu'il existe contredit de manière très nette ses promesses. Ce qui vient s'ajouter à cela de nos jours, c'est que le capitalisme se légitime lui-même par la promesse supplémentaire de la réalisation de soi dans le travail.

Le capitalisme antérieur n'a pas fait cela. Il était plus réaliste. Il partait du principe qu'il y a des situations d'urgence, que la situation sociale impose qu'on soit contraint d'exercer un métier pénible. De nos jours, on recouvre cette réalité d'un voile idéologique, celui qui consiste à promettre que nous pouvons nous réaliser dans tout travail. Cela passe par de nouvelles constructions de la figure du travailleur, celle du travailleur-entrepreneur, qui suggère que le travailleur est lui-même l'acteur de la réalisation de soi. Il me semble que c'est là une construction idéologique qui, de nos jours, contribue plutôt à l'intégration sociale qu'à l'émancipation.

M. L. : Intéressons-nous aux effets du capitalisme sur l'enseignement supérieur : Premièrement, comment jugez-vous la mutation du monde universitaire dans l'Europe du XXI^e siècle ? Deuxièmement, quelle place les sciences humaines et sociales doivent-elles occuper dans ce monde globalisé et converti à la rentabilité ?

C'est une question complexe. Pour ce qui est de la situation, je suis très pessimiste pour le moment. Par la mutation néolibérale du capitalisme, une contrainte s'est imposée, celle qui consiste à soumettre de plus en plus au critère de la rentabilité économique les institutions et les organisations qui ne fonctionnent pas comme des entreprises. On assiste à une généralisation d'un certain type de rentabilité. Et elle s'étend à toutes les organisations considérées jusqu'à présent comme des instances publiques, des hôpitaux aux universités. Il y a un nivellement des différences entre les entreprises industrielles et les institutions publiques, et cela vaut pour les universités aussi bien en Allemagne qu'en France qui sont de plus en plus considérées comme des entreprises prestataires de services, soumises à une pression très importante qui les incite à chercher ailleurs des moyens pour pouvoir fonctionner. On procède à des analyses coûts-avantages qui sont censées calculer l'impact économique des entreprises et qui mènent ainsi à des réformes dans les universités qui ont toutes au fond le même objectif : accroître l'impact économique ou la rentabilité. Cette tendance est particulièrement défavorable aux sciences humaines et sociales, comme on peut le constater notamment en Angleterre. C'est là que la situation est peut-être la plus grave. Ce sont les conséquences tardives des réformes voulues par Margaret Thatcher qui ont à présent pour conséquences que les universités sont contraintes de sacrifier les sciences humaines, de les réduire, et ce en raison de critères purement économiques, liés à l'attractivité de certaines disciplines pour les étudiants et donc à la rentabilité des disciplines. La qualité de la discipline n'est mesurée qu'à l'aune de sa rentabilité. Et cela représente une menace d'un nouveau type pour les sciences humaines, une menace à laquelle nous devons nous opposer. Et nous ne pouvons nous y opposer que si nous parvenons à apporter la preuve – que je considère comme évidente – que les sciences humaines ont la même signification pour la reproduction de nos sociétés que les sciences de la nature, que nous ne pouvons

même pas comprendre notre environnement social sans l'apport des sciences humaines depuis trois cents ans. J'ai fait il y a quelques temps une conférence dans laquelle j'ai essayé de mettre en exergue cette signification évidente des sciences humaines pour comprendre notre comportement de tous les jours. C'est ce qu'il faut manifestement faire à présent et les sciences humaines doivent vraisemblablement s'unir beaucoup plus que par le passé pour résister au grand danger que représente la mainmise de l'économie sur les universités. Je crois que nous devons faire tous les efforts pour attirer l'attention sur la valeur évidente des sciences humaines pour notre société.

Entretien mené par **Mathilde Lerenard**
Traduction : Tristan Coignard et Mathilde Lerenard
EA 4574 SPH
Université Bordeaux Montaigne
mathilde.lerenard@u-bordeaux-montaigne.fr